



LYCÉE PROFESSIONNEL : EN GRÈVE LE 18 OCTOBRE

POUR LE RETRAIT DU PROJET MACRON

RASSEMBLEMENT LE MARDI 18 octobre à 14 H 00 devant le Rectorat

Dès septembre 2023, le président Macron persiste à vouloir imposer aux personnels sa réforme des lycées professionnels calquée sur le modèle de l'apprentissage dont de nombreux rapports montrent les limites.

Augmentation du nombre de semaines de stage :

- **C'est moins de semaines d'enseignement dans nos lycées et des parties du référentiel non traitées. C'est donc moins d'école pour nos élèves.**
- **C'est un nouveau plan social en perspective en lycée professionnel**
- **C'est en enseignement général restructurer les disciplines dites « fondamentales » avec des volumes horaires modulables localement sous l'autorité du chef d'établissement.**

Casse des statuts : des missions supplémentaires et un temps de travail annualisé ; l'enseignant deviendra un formateur.

Carte des formations uniquement en adéquation avec les besoins économiques immédiats et locaux des entreprises.

Dispositif « Avenir » dès la 5ème : une vision restrictive de l'orientation.

Nos organisations syndicales sont fermement attachées au principe d'égalité du service public d'éducation et revendiquent le maintien d'une grille horaire nationale pour toutes les filières professionnelles. Elles revendiquent aussi une dimension émancipatrice de la formation des jeunes à laquelle participent toutes les disciplines. Pour nos organisations la carte des formations doit évoluer dans l'intérêt général du pays au prisme des grands enjeux écologiques, de la prise en charge du Grand âge, de la nécessaire réindustrialisation, du numérique... D'aucune façon, son «évolution» ne doit se restreindre à la seule mise en adéquation avec les besoins économiques immédiats et locaux des entreprises : chaque jeune, quel que soit le lieu géographique de son lycée professionnel, doit pouvoir trouver la formation de son choix.

Pour nos organisations syndicales la CGT Educ'action, la CGT Agri, la CGT Enseignement privé, la CNT-FTE, le SE-UNSA, l'UNSA, le SNUEP-FSU, le SNETAP-FSU, la FSU, le SNETAA-FO, la FNEC-FP-FO, SUD Éducation, SUD Rural Territoires et le SNALC, l'urgence est de renforcer les lycées professionnels et de donner plus de temps et de moyens aux personnels pour faire réussir tous les élèves.

La réforme est à l'opposé de nos ambitions, c'est pourquoi nos organisations appellent à une journée de grève le mardi 18 octobre et à un rassemblement devant le rectorat de Montpellier, à 14h, point de départ de la mobilisation pour obtenir le retrait de ce projet.